Basse-Terre : finances de la commune

Commune · Guadeloupe (971) · 9 601 habitants · tranche 5 000 à 9 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Basse-Terre affichait un encours de dette de 9,7 M€, soit 1 008 € par habitant, une épargne brute égale à 10,4 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 3,6 ans.

Dette par habitant
1 008 €
9,7 M€ au total

Capacité de désendettement
3,6 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
10,4 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
2 424 € / hab.
23,3 M€ au total

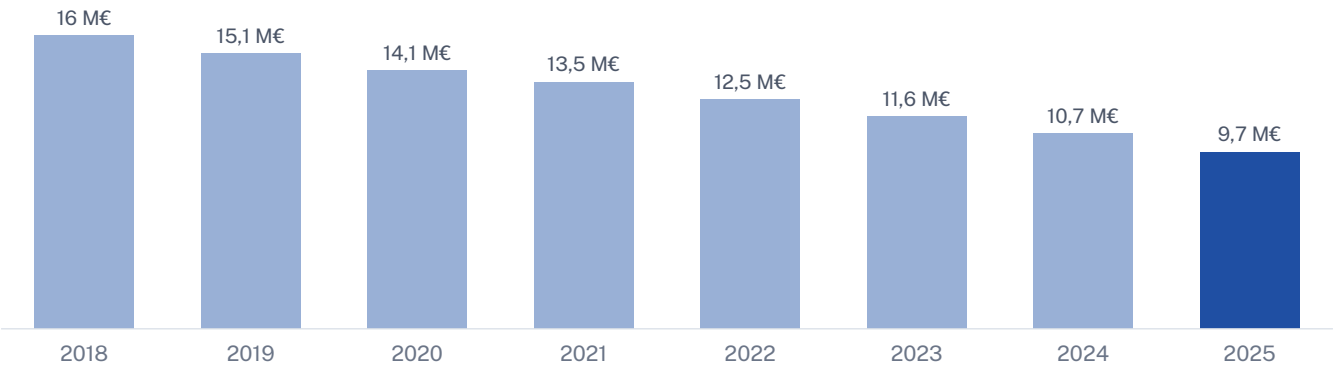
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 1 218 communes de 5 000 à 9 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	2 424 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	74,6 %	1 809 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	10,4 %	280 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	1 008 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	524 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	1 245 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 16 M€ en 2018 à 9,7 M€ en 2025 (-39,7 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	16 M€	-4,2 %	—	1,5 M€
2019	15,1 M€	13,3 %	4,6 ans	866 k€
2020	14,1 M€	6,4 %	9,8 ans	610 k€
2021	13,5 M€	20,8 %	2,6 ans	1,1 M€
2022	12,5 M€	13 %	4 ans	1,9 M€
2023	11,6 M€	14,9 %	3 ans	2,9 M€
2024	10,7 M€	6,2 %	7,2 ans	3,1 M€
2025	9,7 M€	10,4 %	3,6 ans	5 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Basse-Terre	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	1 008 €	410 €	+145,8 %
Impôts locaux par habitant	1 245 €	452 €	+175,4 %
Frais de personnel par habitant	1 809 €	924 €	+95,7 %
Investissement par habitant	524 €	374 €	+40 %
Taux d'épargne brute	10,4 %	5,3 %	
Capacité de désendettement	3,6 ans	3 ans	

Jumelles : La Trinité (972), Trois-Rivières (971), Sainte-Luce (972), Rivière-Pilote (972), Le Vauclin (972), Gourbeyre (971), Gros-Morne (972), Les Trois-Îlets (972), Sainte-Marie (972), Rivière-Salée (972). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	10 493	9 601	−8,5 %	−5,3 %
Dette par habitant	1 436 €	1 008 €	−29,8 %	−29,8 %
Impôts locaux par habitant	953 €	1 245 €	+30,7 %	+36 %
Frais de personnel par habitant	1 574 €	1 809 €	+14,9 %	+18,7 %
Taux d'épargne brute	13,3 %	10,4 %	−3 points	+1,8 point
Capacité de désendettement	4,6 ans	3,6 ans	−1 an	−2,1 ans
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 467 €		1 512 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Basse-Terre	Comparaison
Habitants (2023)	9 417	−18,4 % depuis 2012 (département : −4,7 %)
65 ans ou plus (2023)	25,6 %	département : 22 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	22,7 pour 100 habitants	département : 17,6
Salariés du secteur privé (2025)	3 682	+3,6 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	1 393	−33,8 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	94,9	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

2 230 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 8 320 emplois, soit 343 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0,9 %	1,6 %	1,3 %	1 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	7 %	10,6 %	6,6 %	5,7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	7 %	12,3 %	20,1 %	16,6 %
Professions intermédiaires	26,4 %	26,3 %	26,4 %	29,9 %
Employés	39,6 %	32,8 %	26,1 %	35,6 %
Ouvriers	19,1 %	16,4 %	19,5 %	11,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Guadeloupe

Profession	Habitants (environ)	Part
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	2 900	2,2 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	2 640	2 %
Secrétaires, employés de la bureautique	2 620	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	2 460	1,9 %
Enseignants titulaires du primaire	2 350	1,8 %
Ouvriers du nettoyage	2 140	1,6 %
Aides-soignants	1 990	1,5 %
Employés administratifs de la fonction publique à technicité spécifique	1 820	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	1 820	1,4 %
Employés des services comptables et financiers	1 730	1,3 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	1 600	1,2 %
Agents de service des établissements de santé	1 600	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Guadeloupe (971)) : 13 205 au moins, dont 45,1 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	638	48,7 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	537	63,3 %
Employés de l'hôtellerie	529	35,5 %
Cuisiniers	500	42 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	407	21,9 %

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	382	38,2 %
Secrétaires bureautiques et assimilés	358	43,9 %
Agents d'entretien de locaux	328	7,9 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	320	48,8 %
Employés de libre service	315	15,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Basse-Terre
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	1,2 M€ pour 11 projets
Par habitant	128 € (communes de même taille : 123 € ; département : 189 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	22,7 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Requalification du 2nd tronçon de la rue de la République - phase 1/2	158 800 €
2024	DETR	Requalification du 2nd troncon de la rue de la republique	158 500 €
2023	DSIL	Travaux de requalification de la rue de la République	158 000 €
2025	DETR	Refection des enrobes des voiries communales	120 000 €
2024	DETR	Acquisition de barriere de protection	14 000 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Marchés publics (2021 à 2025)

Indicateur	Basse-Terre	Guadeloupe	Médiane des communes
Marchés attribués avec une seule offre	12 %	44,3 %	20 %
Marchés d'au moins 40 000 € HT passés sans mise en concurrence	0 %	7,8 %	0 %
Entreprises titulaires aujourd'hui fermées	0 %	1,5 %	0 %

Marchés publiés de 2021 à 2025 (données essentielles de la commande publique consolidées, data.gouv.fr) et répertoire Sirene du 01/11/2026. Repères à comprendre, pas des irrégularités.

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.